

## La voix de l'Opposition de gauche

Ils ont un train ou plutôt quelques décennies de retard.

**09. 11.2012**

Editorial (IO n°225) de D. Gluckstein : "*Que la classe capitaliste ne voie pas d'autres moyens de rétablir ses marges de profit et d'assurer scrupuleusement le service de la dette (devenu premier budget de l'Etat), c'est dans l'ordre des choses.*"

Alors qu'en réalité la classe des capitaliste dominée par l'oligarchie financière poursuit un autre objectif, politique et non économique qui n'est que le moyen de l'atteindre car ils détiennent la quasi totalité du pouvoir économique, ce qui leur manque c'est le pouvoir politique, total, absolu : établir un Nouvel ordre mondial dans lequel les maîtres du monde s'affranchiront des contradictions du capitalisme une fois les masses exploitées dépouillées de tout droit politique et réduit en esclavage.

La question pour eux réside dans les moyens d'y parvenir le plus rapidement possible, ce qui nécessite un nivellement par le bas des salaires, donc la liquidation des cotisations sociales versées par les employeurs aux organismes sociaux qui constituent une part de la plus-value qu'ils redistribuent aux travailleurs.

Dans leur esprit, la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs ne doit pas provenir de leurs revenus, elle doit dépendre uniquement d'une autorité politique supérieure qui aurait le pouvoir de décider à leur place en quoi consisteraient leurs besoins et la manière de les satisfaire ou non, en fonction de critères qu'elle aurait elle-même définis dans l'arbitraire le plus total sans que personne ne puisse le contester. Dites-moi, c'est bien ainsi que fonctionne déjà la société américaine ou que l'Union européenne entend procéder, non ?

Certes, afin d'accroître leur marge ou leur profit, mais cette notion est de nos jours complètement dépassée si on prend en compte tous les mécanismes qu'on mis en oeuvre les banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux en Europe depuis plusieurs décennies pour repousser l'échéance de l'effondrement du capitalisme dû aux contradictions du capitalisme, c'est refusé de reconnaître qu'ils sont parvenus en grande partie à s'en affranchir.

Jusqu'à quel point, je n'en sais rien au juste, je constate simplement que l'écart entre l'économie réelle et l'économie fictive, virtuelle ou spéculative, de l'inflation monétaire sans pratiquement de limite n'a cessé de croître sans pour autant que le capitalisme ne s'effondre, alors qu'il est miné par une monstrueuse montagne de dettes, très largement supérieure au PIB et à la capitalisation boursière mondiale.

En d'autres temps, il se serait déjà effondré depuis longtemps, on est donc en droit de se demander pourquoi ce n'est pas le cas aujourd'hui, et par quel moyen ils sont parvenus à l'empêcher, quelles sont leurs véritables intentions, puisque ce sont eux qui détiennent la clé ou la solution du problème puisque le mouvement ouvrier est incapable de renouer avec le socialisme révolutionnaire, ils ont le monopole de la création monétaire et ils disposent des plus grands stocks d'or de la planète ainsi que des mines.

D. Gluckstein en est encore à croire les histoires que nous servent les médias et les institutions destinées à la population. Par exemple que tel richissime banquier ou capitaliste américain, mexicain, indien, chinois ou français posséderait quelques dizaines de milliards de dollars ou d'euros et voudrait tout naturellement s'enrichir toujours plus.

Mais quand on a à l'esprit que ce sont des dizaines de milliers de milliards de dollars ou d'euros qui dorment ou fructifient tranquillement dans les coffres des 72 paradis fiscaux répartis à travers le monde, là on se dit qu'on n'est plus vraiment dans la même échelle de grandeur et que nos milliardaires doivent avoir une autre idée derrière la tête que s'enrichir encore plus, et que les mesures qu'ils imposent finalement aux différents gouvernements qui les appliquent avec zèle, correspondent à un autre objectif, un objectif politique.

La Bourse de Paris, c'est-à-dire, les entreprises du CAC 40, les plus grandes sociétés présentes sur le sol français, dont les principales banques, sont passées sous la coupe du NYSE (New York Stock Exchange), ajoutons que les sociétés cotées à Paris réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires et de leurs profits hors de France, qu'elles disposent d'unités de production ou de filières dans le monde entier où sont fabriqués une grande partie des marchandises qui inondent le marché mondial.

Ajoutons que dorénavant les capitalistes n'ont plus besoin de produire quoi que ce soit en Europe occidentale où le coût de la main d'oeuvre est plus cher qu'en Asie ou en Amérique latine où ils peuvent produire dans des conditions plus favorables et beaucoup plus rentables. C'est même un anachronisme qu'il existe encore des usines en Europe occidentale, je crois que D. Gluckstein n'en a pas vraiment pris la mesure ou ne l'a pas du tout réalisé.

Alors pourquoi les capitalistes continuent-ils pour autant de produire en Europe occidentale où ils perdent de l'argent ou n'en gagnent pas autant que s'ils produisaient les mêmes marchandises ailleurs, sinon pour des raisons politiques et accessoirement sociales, car c'est bien là leur dernière préoccupation. Leur problème réside dans l'histoire politique distincte de chaque pays, leurs institutions, les rapports entre les classes qui ont été établis.

Pourtant le garrot de la dette aurait dû le mettre sur la bonne piste, car en s'attaquant à l'Etat que font les banquiers ? Ils s'attaquent à la forme politique de la domination de classe de la bourgeoisie, à l'instrument qui serre à régir les rapports entre les classes au profit de la classe dominante, au sein des institutions. En s'attaquant à l'Etat, en le vidant de sa substance pour n'en garder que le contenu bureaucratique et policier, c'est à ces rapports qu'ils s'attaquent, à ses composantes, les différentes classes, y compris en grande partie à celle des capitalistes, car selon eux un grand nombre d'entre eux doit encore disparaître.

Leur objectif est de faire disparaître les classes au profit d'une masse d'esclaves qui leur seront totalement soumis, ce qui est logique puisque c'est l'existence des différentes classes et les inégalités qui existent entre elles qui est à l'origine de la lutte des classes avec laquelle ils ont décidé d'en finir une bonne fois pour toute, pour qu'ainsi plus personne ne puisse contester leur pouvoir devenu absolu, ce qui nécessitera au préalable d'être parvenu à réaliser un contrôle total sur la population. On est très loin de calculs d'épicier sur la marge ou sur la dette.

Là où D. Gluckstein aurait raison, c'est qu'en cas de difficultés passagères insurmontables, ce processus céderait le pas devant l'économie réelle qui reprendrait tous ses droits, autrement dit la lutte des classes, faudrait-il encore que le prolétariat et les couches moyennes ne se contentent pas de résister et de journées d'action sans lendemain et trouvent la voie du combat politique contre l'Etat. Depuis déjà trois ans, on a pu observer en Grèce que la seule résistance ou la mobilisation

sans direction et orientation politique correcte n'aboutissait à rien, sauf à laisser passer des mesures antisociales toujours plus violentes contre les travailleurs. Et depuis quelques semaines le spectre d'une nouvelle dictature n'est plus à écarter.

Déjà la manière dont fonctionnent les rapports entre exploités et exploités dans les entreprises ne relève plus d'un rapport de forces entre les classes, mais de directives ou de lois rédigées par des technocrates et dictées par l'oligarchie financière, dont Bruxelles sert de relais. C'est d'ailleurs de plus en plus le cas pour l'ensemble des rapports dans la société. Ce sont eux par exemple qui ont imposé les lubies écologiste et Internet, à toutes les classes. Le chef d'entreprise n'est plus le maître des lieux, il ne détient plus aucun pouvoir, c'est son banquier et le marché qui le détiennent. Il n'est plus qu'un pion entre les mains de la finance.

On nous rétorquera qu'il ne faut pas généraliser. Certes, c'est un processus en cours, qui s'accélère, c'est une tendance, la tendance dominante de notre époque, or en politique pour définir une stratégie, on ne se base pas sur des certitudes ou sur des convictions, encore moins sur des principes, mais sur la tendance qui se dégage de l'analyse de la situation à l'échelle mondiale, dans quelle direction s'oriente le capitalisme.

Entre 2008 et 2012, ceux qui détiennent la planche à billets ont démontré qu'ils étaient capables de s'en servir pour éviter un effondrement de l'économie mondiale à coup de milliers de milliards de dollars ou d'euros, ils auraient très bien pu prendre la décision inverse et nous rejouer le coup de 14-18 et 39-45, pour le moment, apparemment ils ont estimé que ce n'était pas nécessaire, c'est qu'ils jugent que leur plan est sur la bonne voie, mais ils peuvent très bien changé d'avis du jour au lendemain, ces gens-là sont très susceptibles et imprévoyants en la manière, seul le résultat compte à leurs yeux, quant aux moyens pour y parvenir, c'est le cadet de leur soucis ou plutôt leurs conséquences désastreuses pour les peuples.

Communiqué de la Libre Pensée sur la "*morale laïque*" enseignée à l'école.

Il faut "*rendre les moyens nécessaires à l'Enseignement public*", alors que la société fonctionne de telle sorte de nos jours que l'acquisition du savoir se fait en grande partie en dehors des établissements scolaires, disons dès lors que l'on sait lire, écrire et compter. C'est comme si pour acquérir de nouvelles connaissances, ils nous conseillaient de nous inscrire aux cours du soir ou de prendre des cours par correspondance avec une université, on se demande dans quel monde ils vivent.

En réalité, l'Enseignement public pour correspondre à la société telle qu'elle existe aujourd'hui, il devrait être refondu entièrement, de fond en comble. Ils vont nous rétorquer qu'on tient le même discours que ceux qui veulent en finir avec l'Enseignement public, or ce n'est pas du tout notre propos. Pour que l'Enseignement public soit à la hauteur des défis que constitue la concurrence des moyens de communications ou d'informations modernes à la disposition de chacun, ses moyens devraient être multipliés par cent.

C'est évidemment impossible sous un régime en crise ou plutôt en pleine décomposition. Une précision. Crise voudrait dire que ce serait des conditions objectives qui seraient à l'origine de la situation actuelle, ce qui est en partie vrai et faux à la fois comme je l'ai relevé plus haut, alors que décomposition met davantage l'accent sur des conditions subjectives qui correspondent à une volonté déterminée de mener le monde vers là où il penche de plus en plus, son pendant étant l'ignorance des masses qui se caractérise par la faiblesse de son niveau d'organisation.

L'existence des classes (sociales) devant être remise en cause, que reste-t-il alors ? Des individus atomisés, des individualités sans défense, l'individualisme qui prime dans tous les rapports. Dès lors qu'il existe des supports individuels pour acquérir un savoir, la tablette avec ses multiples applications qui remplace l'encombrant ordinateur vient à point nommé, tout apprentissage collectif devient obsolète, l'école, la salle de classe, le professeur deviennent inutiles.

Il y en a qui rêvent de refaire la classe comme au début du XXe siècle, c'est pathétique.

Maintenant, il est vrai que les profs se retrouvent confronter à une terrible difficulté, car dans cette histoire-là ils ne maîtrisent absolument rien, ils sont totalement désarmés, sauf à faire preuve de beaucoup d'imagination pour avoir une autorité sur leurs élèves.

C'est possible d'y arriver dans la mesure où leurs élèves n'ont pas le choix non plus, ils doivent suivre attentivement les cours qui leur sont donnés, sinon ils échoueront à leurs examens, car ils ne sont pas encore suffisamment familiarisés et motivés pour apprendre par eux-mêmes à l'aide d'un ordinateur chez eux. Les profs doivent être des pédagogues accomplis pour affronter avec succès ce défi.

Dans la vie courante, je ne me sers pratiquement plus d'un stylo ou d'une feuille de papier, j'écris très rarement, je n'utilise plus que l'ordinateur. Si demain je devais retourner en arrière, je crois bien que je commencerais par me demander comment je vais procéder, car j'ai perdu cette habitude. J'ai l'écriture que l'on prêtait aux ânes, une belle écriture comme l'on dit, c'est ce qui m'a permis de trouver du boulot facilement autrefois, notamment, ou de travailler au lycée français de Pondichéry plus récemment. J'allais jusqu'à m'acheter des plumes et une bouteille d'encre car je trouvais que l'écriture avec un stylo à plume était trop uniforme.

Quant à la lecture, l'ordinateur permet de naviguer à l'intérieur d'un ouvrage au grè du besoin beaucoup plus facilement qu'avec un livre, par contre je lis plus vite et plus de pages dans un livre qu'à l'écran, je n'ai jamais réussi à m'y faire, je dois être trop vieux ! Et mes yeux sont si fatigués que lire un livre m'épuise au bout de dix minutes, car je dois changer de lunettes, celles que j'utilise pour lire à l'écran ne sont pas assez puissantes.

Pour revenir à notre sujet. (Il est 0h10, Magueswary va atterrir à Chennai dans 30 minutes, elle sera là d'ici 4h environ. Je dois encore balayer et passer la serpillière.)

J'imagine que pour les gosses, il y a quelque chose d'archaïque dans l'école par rapport à ce qu'ils côtoient tous les jours à l'extérieur. A moins que cela leur paraisse exotique ! Je ne plaisante pas, après tout pourquoi pas, il faut trouver la parade à défaut de moyens qui ne viendront pas du ministère, j'essaie de me mettre à la place des profs qui en bavent.